

RAPPORT D 'ACTIVITÉ 2013



Une vue du siège du BACGL à Yaoundé (Cameroun)

L'AUF en bref

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) est une des plus importantes associations d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche au monde. Elle est l'opérateur de la Francophonie institutionnelle pour l'enseignement supérieur et la recherche depuis 1989. Elle regroupe près de 800 établissements universitaires sur les 5 continents dans une centaine de pays. L'AUF a pour mission de favoriser et soutenir l'émergence de nouvelles compétences au service du développement en appuyant la qualité et la diversité des modèles de formation, la recherche et la gouvernance au sein de ses établissements membres. Elle contribue au rayonnement international de la communauté scientifique francophone en favorisant son expression internationale sur des thématiques liées à l'enseignement supérieur et au développement des sociétés (professionnalisation des formations et insertion professionnelle, classement des universités, rôle du numérique éducatif...).

■ Des actions en faveur du développement des sociétés

L'AUF suscite, structure et anime la coopération des établissements universitaires francophones dans le respect de la diversité culturelle et linguistique.

Acteur international du développement, elle promeut le rôle des universités dans le monde. Elle offre, avec la langue française, un espace de rencontre des savoirs et des peuples.

À ce titre, les quatre axes d'action de l'AUF consistent à :

- promouvoir les formations en valorisant la mobilité des personnes et des savoirs et l'acquisition des compétences utiles au développement ;
- faciliter la mise en réseau des chercheurs, des équipes et des laboratoires et leur rayonnement ;
- accompagner les institutions dans leur démarche de modernisation de la gouvernance universitaire ;
- contribuer au rayonnement international de l'Université et de la communauté scientifique francophone.

■ Implantations de l'AUF

L'AUF est présente dans 40 pays avec 68 implantations régionales regroupant 439 personnels, dont 349 en région. Son siège est installé à Montréal, ses services centraux à Paris.

6 Instituts

8 Antennes

10 Bureaux régionaux

42 Campus numériques francophones

L'AUF en Afrique centrale et dans la région des Grands lacs



73

Établissements

22

Pays

18

Implantations

■ Bref rappel historique

En Afrique centrale et dans la région des Grands lacs africains, l'AUF est représentée par un bureau dont le siège se trouve à Yaoundé (Cameroun).

A sa création en octobre 1995, le bureau couvrait six pays à savoir le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la République Démocratique du Congo et le Tchad. Il était alors appelé le Bureau Afrique centrale (BAC).

En 2010, le BAC étend sa couverture au Burundi et au Rwanda. Il devient alors le Bureau Afrique centrale et des Grands Lacs.

■ Présence régionale

Le Bureau Afrique centrale et des Grands Lacs (BACGL) couvre 28 pays avec une présence effective dans 11 pays.

Le BACGL compte une antenne installée à Bujumbura au Burundi (l'Antenne Afrique des Grands Lacs), un institut localisé à Soa au Cameroun (l'Institut de la Francophonie pour la Gouvernance universitaire), et un réseau de dix-huit campus numériques francophones (CNF) et campus numériques francophones partenaires (dont un espace numérique francophone), dans 7 pays.

Assemblée générale de la Conférence des Recteurs des Universités Francophones d'Afrique et de l'Océan Indien (CRUFAOCI)



Pr Bernard Cerquiglini, Recteur de l'AUF, entouré de Pr Armand Moyikoua, Président de la CRUFAOCI et Pr Ali Abdel-Ramane Haggar, Recteur de l'Université de N'Djamena

La vie associative au BACGL en 2013 a été principalement marquée par l'Assemblée générale (AG) de la Conférence des recteurs des universités francophones d'Afrique et de l'Océan indien (CRUFAOCI) qui s'est tenue à N'Djamena au Tchad, le 18 juillet 2013, en marge des Comités consultatifs interuniversitaires du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES). C'était en présence du professeur Bernard Cerquiglini, Recteur de l'AUF. Cette Assemblée générale a mobilisé près d'une soixantaine de présidents et/ou recteurs de nos établissements membres. Dans la même dynamique que l'AG de l'Agence de mai 2013, celle de

la CRUFAOCI a été dédiée à une demi-journée d'ateliers scientifiques (professionnalisation des formations et financement des universités) et à une demi-journée de réunion qui s'est terminée par la reconduction du bureau sortant, avec à sa tête le professeur Armand Moyikoua, Recteur de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville. En outre, les responsables d'établissements présents ont montré un vif intérêt pour les projets « Cartographie des formations » et « Hal Francophonie Afrique et Océan ». Ils ont également renouvelé leur attachement au caractère a minima continental de l'IFGU.

Appui aux réseaux institutionnels ou universitaires : l'AFELSH et le RIGL

Le BACGL a accueilli l'Assemblée générale de l'Association des Facultés et Établissements de Lettres et Sciences humaines des Universités d'expression française (AFELSH) les 4 et 5 décembre 2013. Réunion qui a eu pour thème scientifique « La formation doctorale en arts, langues, littératures et sciences humaines dans l'espace francophone ». Les principaux résultats de cette rencontre ont été les suivants : la décision de présenter un projet de collège doctoral en Afrique centrale et des grands lacs dans les disciplines susmentionnées ; l'élection du nouveau bureau de cette association, avec à sa tête le professeur Richard Omgba, Doyen de

la Faculté des arts, lettres et sciences humaines de l'Université de Yaoundé 1. Par ailleurs, l'Antenne Afrique des Grands Lacs (AAGL) soutient, dans le cadre du FSP Grands Lacs, le Réseau interuniversitaire des Grands Lacs (RIGL) dont le président est le professeur Gaston Hakiza, recteur de l'Université du Burundi. Ce soutien porte notamment sur la mise en place du site internet du RIGL, la prise en charge de trois bourses de doctorat intra-réseau et l'organisation à Bukavu, au mois d'octobre 2013, d'un séminaire sur la « valorisation et l'encadrement de la recherche ».

Pour la valorisation et l'encadrement de la recherche



Séminaire RIGL sur la valorisation et l'encadrement de la recherche : photo de famille

En collaboration avec l'Université catholique de Bukavu et avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères et européennes, l'AAGL a organisé du 7 au 9 octobre 2013 un séminaire de formation sur la valorisation et l'encadrement de la Recherche des universités membres du Réseau

Interuniversitaire des Grands-Lacs (RIGL). Il s'agissait entre autres d'indiquer aux chercheurs africains les stratégies, les codes, les relais et les outils leur permettant de se rendre visible dans le foisonnement de publications scientifiques internationales.

Trois nouvelles adhésions pour le BACGL

Le BACGL a instruit 16 dossiers de demande d'adhésion et le Conseil associatif de Septembre 2013 a admis comme membres titulaires trois nouveaux établissements : Mission de promotion des matériaux locaux (MIPROMALO) et Université de Maroua au Cameroun, École normale supérieure de Bujumbura au Burundi. A l'inverse, sur les trois établissements considérés comme démissionnaires, deux ont pu régulariser leur situation (IRAD au Cameroun et CENAREST au Gabon) ; ce qui n'a pu être le cas

de l'Institut de recherche scientifique et technique de Butaré au Rwanda. Ce dernier institut, comme neuf autres institutions publiques (dont l'un de nos membres, l'Université nationale du Rwanda), a fait l'objet d'une fusion au sein d'un nouvel établissement, l'Université du Rwanda. Une correspondance a été adressée à cette nouvelle structure par le recteur afin qu'elle puisse actualiser son dossier de membre. En intégrant cet établissement, le BACGL compte actuellement 73 institutions membres.

Tableau récapitulatif des établissements membres par pays et par statut

| Pays | Nombre d'établissements | Titulaire | Associés |
|----------------------------------|-------------------------|-----------|-----------|
| Angola | 1 | 0 | 1 |
| Botswana | 1 | 0 | 1 |
| Burundi | 6 | 6 | 0 |
| Cameroun | 14 | 12 | 2 |
| Congo | 4 | 2 | 2 |
| Gabon | 7 | 6 | 1 |
| Guinée Équatoriale | 1 | 0 | 1 |
| République démocratique du Congo | 26 | 21 | 5 |
| République centrafricaine | 1 | 1 | 0 |
| Rwanda | 1 | 1 | 0 |
| Tchad | 9 | 9 | 0 |
| TOTAL | 73 | 59 | 14 |

Les représentants de la région dans les instances de l'Agence :

Conseil d'administration et Conseil associatif

- M. Henri Amvam Zollo, Recteur de l'Université de Ngaoundéré (Cameroun),
- M. Gaston Hakiza, Recteur de l'Université du Burundi

Conseil scientifique

- M. Jean-Maurille Ouamba, Doyen de la Faculté des Sciences (Université Marien Ngouabi- Congo)
- M. René-Joly Assako Assako, Vice-recteur à l'Université de Yaoundé 1

Quatre CNO organisés entre décembre 2012 et novembre 2013

Le Conseil national d'orientation (CNO) donne au Bureau l'occasion de présenter aux responsables d'établissements membres du pays, conviés dans le cadre du « collègue universitaire » du CNO, non pas seulement les actions du CNF mais également et surtout les actions et normes de l'Agence en général et la stratégie scientifique régionale en particulier ; ceux de Libreville et de Bujumbura en octobre-novembre 2013 ont offert l'opportunité de présenter la programmation quadriennale 2014-2017.



Un exposé lors du CNO des CNF du Gabon

Formation au montage des projets :

1 formation de formateurs,

6 démultiplications,

181 chercheurs formés



Formation des formateurs des porteurs de projets : photo de famille

A la lisière entre la politique associative le Bureau régional a sur la suggestion de la CRE, organisé les 12 et 13 novembre 2013 une formation au montage de projets, avec pour principaux bénéficiaires des chercheurs et enseignants chercheurs de la région ayant vocation à répondre notamment aux appels d'offres de l'Agence. 21 participants ont été formés à Yaoundé, notamment par Erol Külahci, avec pour feuille de route de procéder à la démultiplication de ces modules de formation dans leurs pays respectifs (avec l'appui des CNF). A ce jour, 6 CNF sur 9 ont organisé ces sessions de démultiplication pour un total de 181 chercheurs et enseignants-chercheurs de la région formés au montage des projets.

Les actions et projets du BACGL, tels que mis en œuvre en 2013, sont articulés autour de trois axes (Formation, Recherche et Gouvernance), et précédés d'un point relatif aux deux champs prioritaires que sont le numérique éducatif et la langue française.

Numérique éducatif et Langue française

➔ Numérique éducatif :

2 implantations partenaires inaugurées, une vingtaine de formations...



Cameroun. En 2013, les différentes implantations du Bureau ont organisé une vingtaine de formations (permanentes et transfer) sur demande et en réponse aux besoins de nos établissements membres.

Appui aux FOAD

Le Bureau est par ailleurs engagé dans la promotion et l'appui aux Formations ouvertes et à distance (FOAD). C'est ainsi que le CNF de Yaoundé 1 a été chargé, par l'IFIC, d'organiser à partir de décembre 2013 trois formations Transfer pour deux contingents de 20 enseignants de l'Université de Yaoundé 1, en vue de soutenir le plan de développement de la FOAD dans cet établissement membre (une trentaine de Master professionnels concernés). Dans cette perspective, et en soutien à ce plan de développement, cette université a adressé au Recteur de l'Agence une demande de mise en place d'un CNFP en tant qu'elle dispose

Toutes les implantations du BACGL sont, les unes (AAGL, Libreville, Yaoundé, Ngaoundéré, Brazzaville et Kinshasa) un peu moins que les autres, mobilisées autour du numérique éducatif. Indiquons au passage que deux implantations partenaires ont été inaugurées en 2013 : CNF partenaire de Kisangani, avec le soutien de la coopération française en RDC (mars 2013) ; Espace numérique francophone de Douala (avril 2013), en partenariat avec l'Université de Douala et l'Institut français du

d'ores et déjà d'un plateau technologique approprié et de ressources humaines qualifiées dans les domaines de l'administration de réseau et des nouvelles technologies éducatives.

Soutien d'un projet de création d'une FOAD

De plus, le Bureau soutient le projet de création, à l'Université de Kinshasa, d'une FOAD dans le domaine de la Science politique avec l'appui de l'Institut d'études politiques de Grenoble. Dans cette perspective, notre soutien a pour l'instant consisté à prendre en charge l'organisation, en janvier 2014, d'un séminaire-atelier destiné notamment à former au numérique éducatif l'équipe de la Faculté des sciences sociales, administratives et politiques de cette université. L'objectif principal de cet atelier de formation est d'aboutir à faire émerger un projet de FOAD à soumettre en réponse à l'appel à projets lancé dans ce domaine par le pôle A3.

Numérique éducatif et Langue française

➔ Langue française :

Publication de *Synergies Afrique des Grands Lacs* N°2

Tenue du 2^e séminaire des départements universitaires de français

5 projets dédiés aux DUF sélectionnés par la CRE

Depuis 2012, le BACGL appuie les départements universitaires de français dans le cadre de son projet « Appui à l'enseignement du et en français dans un contexte multilingue ». A cet effet, les activités ci-après ont été conduites :

- la publication en ligne, l'édition et la diffusion du deuxième numéro de la Revue Synergies Afrique des Grands Lacs (contenant principalement les actes du Séminaire régional des départements universitaires de français de Yaoundé en octobre 2012) ; le troisième numéro de cette revue sera publié début 2014 et dédié essentiellement aux communications du séminaire régional de 2013 ;
- Tenue du deuxième séminaire des départements universitaires de français à Malabo (Guinée Equatoriale), du 31 octobre au 1er novembre 2013. Organisé en partenariat avec le département universitaire de l'Institut français, il a donné l'occasion d'échanges scientifiques entre les chefs de départements présents autour de deux thématiques : littératures d'expression française à l'Université, nouvelles perspectives didactiques ; enseignement des langues et langues d'enseignement à l'université aujourd'hui.

En outre, une demi-journée a été consacrée au LMD et à l'élaboration des maquettes des départements de français (animée par le professeur Mohamed Miled). Pendant toute la durée du séminaire, l'exposition « J'ai apporté une parole d'homme » dans le cadre du centenaire d'Aimé Césaire a été proposée sur le site de l'Université nationale de Guinée Équatoriale ;

- sélection par le Commission régionale d'exprts (CRE) de juillet de 2013 puis par la CRE dématérialisée du 18 novembre 2013 de projets soumis en réponse à l'appel d'offres dédié spécifiquement aux départements universitaires de français. A cet effet, cinq projets ont été sélectionnés : 3 allocations de perfectionnement à la recherche, un soutien à la création de contenus en ligne (Université de Douala), une action de mise à niveau linguistique (6 groupes x 20h) à l'Université du Burundi et une mission de coopération scientifique (entre l'Université de Dschang au Cameroun et l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville). Les conventions ont été signées en décembre 2013 pour une mise en œuvre dès janvier 2014.



➡ Langue française

Elan-Afrique : mobilisation d'experts dans les pays concernés

IFADEM-Burundi : appui dans la préparation d'un plan de formation continu

IFADEM-RDC : le déploiement continue

■ Elan-Afrique

En 2013, le BACGL a mobilisé des experts dans les pays concernés par le projet École et Langues nationales en Afrique (ELAN-Afrique) à savoir le Burundi, le Cameroun et la République démocratique du Congo (RDC) en vue de constituer un fonds documentaire bi-plurilingue. Quelques perspectives d'une meilleure implication de l'Agence ont été explorées lors du Comité de coordination international des 27 et 28 novembre 2013 à Kinshasa.



■ IFADEM-Burundi

La phase « formation des enseignants » s'est achevée en 2012 avec la réussite de 94 % des 1 733 instituteurs formés dans 6 provinces. Pour l'année 2013, les activités planifiées visaient essentiellement à appuyer le ministère dans la préparation d'un plan de formation continue des enseignants qui s'appuierait en partie sur le dispositif hybride :

- Deux réunions du comité national : restitution de l'évaluation finale et préparation du séminaire pour l'écriture d'un plan de formation continue ;
- Démultiplication du test de langue (en partenariat avec l'Ambassade de France

Burundi) :

- Session de formation aux procédures d'enquête pour les surveillants, correcteurs et analystes des résultats ;
- Administration du test à 1 400 enseignants de 14 provinces ;
- Réalisation d'un rapport sur le niveau de français des enseignants visant à orienter la politique de formation continue du Ministère quant à la maîtrise du français, langue d'enseignement.
- Fonctionnement des espaces numériques : prolongation du contrat de connexion internet pour 6 mois (de janvier à juin 2013), audit et réhabilitation des installations électriques de 2 espaces numériques (Cankuzo et Cibitoke), signature d'un contrat de maintenance des espaces numériques (informatique, ➡)

→ réseau, VSAT et bureautique) jusqu'en juin 2014 ;

220 enseignants de français et de pédagogie ont été perfectionnés



En 2012, les livrets de formation continue IFADEM ont été adaptés à la formation initiale. En août 2013, 220 enseignants de français et de pédagogie des écoles normales et lycées à section pédagogique de tout le pays ont été perfectionnés sur ces livrets ;

- Formations complémentaires :
 - une session de renforcement des tuteurs au tutorat ;
 - une session de renforcement des tuteurs à la didactique du et en français ;
 - Formation de 30

enseignants des lycées pédagogiques à l'intégration des TICE dans les pratiques pédagogiques ;

- Renforcement de capacités pour 9 cadres du ministère à la publication en ligne (SPIP).
- Expertise sur la base de données de la Direction générale des ressources humaines complétée d'une expertise, en partenariat avec l'Unicef et l'Unesco, visant la refonte du Système d'Information de l'Éducation. La finalité, pour IFADEM, était de doter le Ministère des moyens pour un meilleur suivi des enseignants et notamment de leur parcours de formation ;
- Expertise pour amélioration des émissions de la radio scolaire ;
- Élaboration d'un plan national et opérationnel de formation continue : deux séminaires pour appuyer l'écriture d'un plan national de formation continue ; une mission de 2 experts nationaux

pour participation à l'élaboration du plan. Le plan de formation continue a été remis au ministère en octobre 2013. Il devrait être validé par le Ministère et les Partenaires du secteur éducatif en décembre. Cette stratégie constitue en quelque sorte le « legs » d'IFADEM et le point d'appropriation de l'initiative par le Burundi, qui s'inspire des acquis d'IFADEM pour en décliner une stratégie de formation continue relayée par le Fonds commun de l'Éducation. Il faut en définitive signaler qu'IFADEM, en tant que projet d'un opérateur extérieur, est désormais achevé fin 2013. Les acquis sont désormais intégrés et déployés par le Ministère de l'Éducation. Un accompagnement sous forme d'expertise au plan de formation continue reste envisageable en 2014.

➔ Langue française

■ IFADEM-Katanga

- 7 réunions des tuteurs ont été tenues mensuellement (janvier, février, mars, mai, juin, juillet 2013) ;
- la formation des tuteurs aux 3 derniers livrets (4, 5 et 6) s'est tenue du 18 au 21 mars 2013 et a été animée par une experte internationale et 2 concepteurs de contenus ;
- la formation des tuteurs au tutorat (2e partie) a été animée par un expert national ;
- une formation de 20 animateurs dont 10 à Likasi et 10 à Kolwezi aux 3 derniers livrets de formation a été conduite par les concepteurs de contenus ;
- finalisation des livrets 5 et 6 et impression ;
- une mission technique de la responsable technique locale de l'Antenne Afrique des Grands Lacs a été effectuée dans les espaces numériques (Likasi et Kolwezi) ;
- 3 missions internationales : 1 mission de formation aux livrets (avril), 2 missions de suivi du Comité de coordination international (janvier et juillet) ;
- finalisation des travaux de construction de l'espace numérique de Kolwezi et mise en service de l'espace (septembre) ;
- formation « Initiation à l'informatique et à l'Internet » dans les espaces numériques, formations animées par les Volontaires internationaux de la Francophonie : 18 à Likasi et 8 à Kolwezi (de janvier à septembre) ;
- réunion avec les préfets et directeurs d'école à Likasi animée par les Volontaires internationaux de la

5 formations dispensées
3 regroupements d'enseignants
3 missions internationales
7 réunions de tuteurs

- Francophonie pour discuter des horaires de formation ;
- Mise en place des clubs d'utilisateurs des espaces numériques francophones (août) ;
 - 1er, 2ème et 3ème regroupements des enseignants : en janvier, en avril et en juillet ;
 - Formation des agents de l'enseignement public scolaire et primaire à l'usage des TICE (août) ;
 - Formation des directeurs d'école à l'IFADEM, aux livrets et au dispositif d'évaluation (octobre) ;
 - Tenue de 3 réunions du Comité provincial à Lubumbashi (janvier, avril et juillet) ;
 - Tenue d'une réunion du Comité national à Kinshasa (septembre) ;
 - une évaluation des enseignants (du 30 octobre au 1er novembre) : évaluation pratique et théorique à Likasi et à Kolwezi ;
 - 1 évaluation externe menée par deux experts internationaux en didactique du français et en TICE et FOAD (novembre).



FORMATION

L'axe Formation comprend, pour l'essentiel, le projet d'Ecole doctorale régionale (EDR) de Franceville en Infectiologie tropicale, les projets sélectionnés par la CRE dans ce domaine ainsi que les projets Horizons francophones dans lesquels le BACGL est impliqué.

➔ L'École doctorale régionale (EDR) en Infectiologie tropicale d'Afrique centrale

13 lauréats ont obtenu leur diplôme de Master. Les 3 premiers ont bénéficié d'une allocation de recherche (10 allocations accordées pour l'année académique 2013-2014)

8 missions de coopération scientifique soutenues



L EDR de Franceville accueille depuis octobre 2013 la troisième promotion du Master recherche en Infectiologie tropicale. 13 lauréats de la deuxième promotion ont obtenu leur diplôme de Master au mois de juin 2013, et les 3 premiers ont bénéficié d'une allocation de recherche doctorale Sud-Sud de l'Agence. Il faut rappeler que nous soutenons déjà 4 doctorants de la première promotion 2011-2012 de l'EDR (3 mobilités Sud-Nord et 1 mobilité Sud-Sud).

Pour la promotion 2013-2014, 10 allocations d'études de Master ont été accordées, 8 missions de coopération scientifique des enseignants du consortium Nord (Universités de Tours, de Limoges, Muséum national d'histoire naturelle de Paris, Université libre de Bruxelles) seront prises en charge. Une réunion du Conseil scientifique de l'Ecole s'est tenue à Franceville les 8 et 9 janvier 2014. Elle a notamment eu pour objet de fixer la liste des étudiants du Master habilités à réaliser un stage de recherche en laboratoire et de déterminer le programme de la fin d'année universitaire, notamment les contours de l'appel à candidatures pour la promotion 2014-2015 du Master recherche.

➔ Les projets sélectionnés par la CRE de mars 2013

Comme en 2012, le BACGL a lancé au mois de janvier 2013 deux appels d'offre dont l'un dédié aux innovations pédagogiques et aux formations professionnalisantes. La CRE des 26 et 27 mars 2013 à N'Djamena a sélectionné trois projets, en l'occurrence :

- Mise en place du parcours et modules de formation du Master « Gestion durable des ressources et des écosystèmes aquatiques » de l'Institut des Sciences Halieutiques de l'Université de Douala (Cameroun) ;
- Renforcement des capacités en encadrement des travaux de Master/Doctorat de l'Université Marien Ngouabi (Brazzaville, Congo) ;

- Arrimage de l'Université de l'Uélé (RDC) au système LMD et réforme du programme des cours.

L'appui de l'Agence cible principalement les activités liées au transfert de compétences à travers des missions d'expertise et de perfectionnement impliquant plusieurs établissements de la région et, dans une moindre mesure, les établissements du Nord ; l'organisation des manifestations scientifiques centrées sur l'élaboration, la réorientation et l'arrimage des programmes de formation.

Il est également prévu une acquisition du matériel pédagogique. Les conventions ont été signées en décembre 2013 pour mise en œuvre dès le mois de janvier 2014.

➔ Les projets Horizons francophones (HF)

Le BACGL est engagé dans deux projets inter-régionaux Horizons francophones (BACGL, BAO et BOI) : Formation/Préparation aux concours d'agrégation en sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion d'une part, et Sciences fondamentales (Informatique et Mathématiques) d'autre part.

■ HF Sciences fondamentales



1 regroupement inter-régional
1 comité de pilotage
3 soutenances de thèse sur les
24 doctorants.

Ce projet est piloté par le Bureau Océan indien (BOI). Il convient simplement d'indiquer dans le présent rapport qu'un regroupement inter-régional ainsi qu'un comité de pilotage du projet ont été réunis à Yaoundé du 1^{er} au 5 juillet 2013 (41 participants, dont les 24 doctorants). Au titre du bilan, 3 doctorants ont soutenu en 2013, 13 devraient soutenir en 2014 et 8 en 2015.

■ HF Agrégation



1 session inter-régionale de préparation
4 sessions de préparations régionales
93 agrégatifs sélectionnés
124 candidats au concours d'agrégation

Le budget géré par le BACGL était principalement dédié à l'appui aux centres régionaux de préparation au concours d'agrégation CAMES. A ce titre, l'appel à candidatures lancé en début 2013 a permis de sélectionner 93 agrégatifs (34 pour l'Afrique centrale, 53 pour l'Afrique de l'Ouest et 6 pour l'Océan indien). 4 sessions de préparations régionales ont été appuyées par l'Agence : Douala pour le centre

Douala-Libreville en sciences économiques et gestion (6 au 11 mai 2013), Dakar pour le centre Abidjan-Dakar (12 au 20 août 2013), Lomé pour centre Cotonou-Lomé (2 au 12 septembre 2013) et Yaoundé pour le centre Yaoundé-Libreville en sciences juridiques et politiques (9 au 13 septembre 2013). Dans le cadre de ces préparations, les bureaux régionaux concernés se chargeaient de diffuser l'information sur les dates arrêtées par les centres et l'Agence prenait en charge une dotation forfaitaire de fonctionnement pour les centres, le déplacement de 6 encadreurs maximum hors centre (12 pour la session inter-régionale à Dakar en octobre 2013) et l'indemnisation forfaitaire de 12 encadreurs (24 à la session inter-régionale de Dakar).

Le concours proprement dit a eu lieu à Brazzaville du 11 au 20 novembre 2013. Le bilan ci-après, dans l'attente de la réunion du comité de pilotage du projet qui se tiendra à Lomé les 13 et 14 mars 2014, peut en être tiré. Le 16^e concours d'agrégation CAMES en sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion a réuni 124 candidats et 39 membres du jury.

Répartition des candidats par pays

| Pays | Candidats |
|---------------|------------|
| Bénin | 8 |
| Burkina Faso | 7 |
| Cameroun | 37 |
| Congo | 8 |
| Côte d'Ivoire | 18 |
| Gabon | 4 |
| Mali | 3 |
| Niger | 3 |
| Sénégal | 33 |
| Togo | 3 |
| TOTAL | 124 |

Répartition des membres du jury par pays

| Pays | Candidats |
|---------------|-----------|
| Bénin | 2 |
| Belgique | 1 |
| Burkina Faso | 1 |
| Cameroun | 2 |
| Côte d'Ivoire | 2 |
| Gabon | 2 |
| Sénégal | 4 |
| Togo | 1 |
| TOTAL | 39 |

S'agissant des résultats proprement dits :

**sur les 124 candidats ayant présenté le concours
45 ont été déclarés admis.**

Tableau récapitulatif des candidats et agrégés par pays et pourcentage de réussite

| Pays | Candidats | Agrégés | % de réussite |
|---------------|------------|-----------|---------------|
| Bénin | 8 | 2 | 25% |
| Burkina Faso | 7 | 2 | 28,57% |
| Cameroun | 37 | 14 | 37,83% |
| Congo | 8 | 4 | 50% |
| Côte d'Ivoire | 18 | 7 | 38,88% |
| Gabon | 4 | 0 | 0 |
| Mali | 3 | 1 | 33,33% |
| Niger | 3 | 2 | 66,66% |
| Sénégal | 33 | 13 | 39,39% |
| Togo | 3 | 0 | 0 |
| TOTAL | 124 | 45 | 36,29% |

Sur les 124 candidats ayant présenté le concours, on comptait 12 femmes, soit 10,48%
Sur les 45 candidats déclarés admis au concours, on comptait 6 femmes, soit 13,33%.
 Comparativement aux deux précédents concours (2009 et 2011), on peut noter une progression sensible quant au nombre de lauréats :
 - en 2009, 26 agrégés pour 95 candidats (soit 27,36%) ;
 - en 2011, 33 admis pour 115 candidats (soit 28,69%).

Répartition des nouveaux agrégés par section

| Section | Candidats 2013 | Agrégés 2013 | % réussite 2013 | Candidats 2011 | Agrégés 2011 | % réussite 2011 |
|---------------------------|----------------|--------------|-----------------|----------------|--------------|-----------------|
| Histoire des institutions | 4 | 2 | 50% | 2 | 0 | 0 |
| Science politique | 7 | 3 | 42,85% | 7 | 2 | 28,57% |
| Sciences économiques | 42 | 15 | 35,71% | 40 | 13 | 32,5% |
| Sciences de gestion | 19 | 9 | 47,36% | 16 | 6 | 37,5% |
| Droit privé | 25 | 9 | 36% | 22 | 4 | 18,18% |
| Droit public | 27 | 7 | 25,93% | 28 | 8 | 28,57% |
| | 124 | 45 | 36,29% | 115 | 33 | 28,69 % |

—> Suivi et mise en réseau des agrégés

Pour terminer sur ce projet, l'Agence a contribué à l'organisation des 2èmes Entretiens du CAMES de Bordeaux (prise en charge de 4 billets d'avion), réunissant les 33 agrégés du concours 2011 (toutes sections confondues) du 23 au 25 octobre 2013 autour d'une conférence-débat sur « **Quelles retombées des printemps arabes sur l'Afrique subsaharienne** » et d'un colloque de deux jours sur « **La doctrine dans l'espace africain francophone** ».

Ces rencontres permettent de renforcer le réseau des agrégés et de contribuer à leur rapide accession au grade de professeur titulaire, grâce à l'augmentation du nombre de leurs publications. Signalons de ce point de vue que les 1ers Entretiens du CAMES de Bordeaux (23 au 26 octobre 2012) ont donné lieu à publication : « *Quel service public en francophone ?* », Bruxelles, Bruylant, août 2013, 216p.

Au demeurant, le regroupement des agrégés de Sciences économiques et de gestion en décembre 2012 a servi de vivier à la constitution du réseau des jeunes scientifiques (dans le domaine de la Francophonie économique) au mois d'avril 2013.

En définitive, il est indéniable que la réorientation du soutien de l'Agence vers les centres régionaux de préparation a eu un impact certain dans la progression de ces résultats (33 agrégés en 2011, 28,69% et 45 agrégés en 2013, 36,29%). Compte tenu de cette augmentation du nombre de lauréats, l'enveloppe dédiée au projet en 2014 a été, avec bonheur, revue à la hausse (abondement de 15 000 euros). Cette enveloppe devrait permettre d'organiser une réunion du comité de coordination et de pilotage du projet (13 et 14 mars 2014) ainsi que deux regroupements des lauréats du concours d'agrégation 2013, l'un en Afrique pour les sciences économiques et de gestion et l'autre à Bordeaux en partenariat avec l'IDESUF pour les sciences juridiques et politiques. En tout état de cause, cette légère amélioration quant au nombre d'agrégés et donc d'enseignants-chercheurs de rang A dans les universités africaines (y compris dans les pays jusqu'ici moins dotés : Burkina Faso, Congo, Mali ou Niger) devrait nous conduire à envisager la poursuite de ce projet pour les années 2014, et surtout 2015 (année du 17ème concours d'agrégation CAMES en sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion).

RECHERCHE

➔ Les projets sélectionnés par la CRE de mars 2013

Faisant suite à l'appel d'offre lancé en janvier 2013 et relatif à l'appui aux équipes de recherche, la CRE de mars 2013 à N'Djamena a sélectionné 9 projets qui devraient tous démarrer en janvier 2014.

Ci-dessous le tableau récapitulatif :

| Intitulé | Établissement |
|--|--|
| Les changements climatiques et leurs impacts sur l'évolution de la biodiversité des forêts tropicales humides d'Afrique centrale : implications pour le futur | Université de Yaoundé 1 , Cameroun |
| Synthèse et caractérisation de ciments géopolymères à base de scories volcaniques et de métakaolinites | Université de Yaoundé 1 , Cameroun |
| Impact des dépenses publiques sur la croissance économique dans les pays de la CEMAC | Université de Yaoundé 2-Soa, Cameroun |
| Risques environnementaux et populations en Afrique : étude de cas au Congo, Togo et en Côte d'Ivoire | Université Marien Ngouabi, Congo |
| Recherche des substances à propriétés antidiabétiques des plantes médicinales du Gabon in vivo sur un modèle de rongeur | Université des Sciences et techniques de Masuku - Franceville, Gabon |
| Analyse des repas de sang des mouches hématophages : évaluation d'une nouvelle méthode non-invasive pour l'échantillonnage d'agents infectieux de la faune sauvage | Centre international de recherches médicales de Franceville, Gabon |
| Etude épidémiologique et contrôle de la Theilériose bovine à Theileria parva dans les pays de la région des Grands Lacs (Est RDC, Rwanda et Burundi) | Université évangélique en Afrique, RDC |
| Impact du paludisme sur l'orientation de l'immunité innée – conséquences sur le développement du lymphome de Burkitt | Université nationale du Rwanda |
| Contribution à la mise au point et à la vulgarisation de méthodes de gestion et d'exploitation durable des gommériaies d'acacias au Tchad | Université Adam Barka d'Abéché, Tchad |

Clôture de PCSI. La CRE de juillet 2013 à l'Ecole nationale supérieure des travaux publics a, quant à elle, procédé à l'évaluation à mi-parcours des projets sélectionnés en mars 2012 et a clôturé 9 projets de coopération scientifique interuniversitaire (PCSI) mis en œuvre depuis 2010-2011. Il convient de souligner qu'un avenant a été préparé pour un des PCSI en vue de breveter (auprès de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle) la nouvelle souche de champignon découverte par le porteur (Thadée Boudjeko, « Contribution d'actinomycètes (actinobactéries) à la lutte biologique contre la pourriture brune des cabosses du cacaoyer (Theobroma cacao) causée par P. Megakarya »).

➔ Gouvernance

Action 2013 de l'IFGU

**2 ateliers organisés,
4 fiches ateliers élaborés,
Refonte du site internet,
création et animation
d'une plate-forme moodle
Mise au format LMD de
l'offre de formation de
l'IIA...**



La première réunion du Conseil d'administration s'est tenue à Paris le 27 février 2013, en marge de la réunion des directeurs de bureaux. Elle a permis d'adopter la stratégie 2013-2014 de cet Institut, articulée autour de trois objectifs : aider les universités à définir un cadre de référence commun ; accompagner les universités dans leurs besoins opérationnels en matière de gouvernance ; assurer le rayonnement institutionnel de l'IFGU. Cette stratégie a fait l'objet d'un recentrage au mois d'octobre dernier : une zone géographique et des domaines d'action prioritaires ; une gouvernance transitoire collaborative. Des actions ont pu être menées jusqu'au mois de juillet 2013, date de la fin de mission du directeur exécutif :

- élaboration de quatre fiches ateliers diffusées à l'ensemble des bureaux

- régionaux (auto-évaluation des universités, plans stratégiques d'établissements, professionnalisation des formations, partenariats universités -entreprises) ;
- refonte du site internet de l'IFGU ; création et animation d'une plate-forme moodle pour les actions de l'Institut ;
- participation à l'atelier sur l'audit interne des établissements d'enseignement supérieur du Maghreb (Rabat, 18 juin 2013) ;
- mise au format LMD de l'ensemble de l'offre de formation de l'Institut international des assurances (Yaoundé, mars à juillet 2013) ;
- atelier sur l'auto-évaluation des universités des Grands Lacs (24 au 29 juin 2013, 31 participants issus de 17 universités) ;
- atelier sur le projet d'établissement de l'Université Houphouët Boigny (Abidjan, 8 au 12 juillet 2013 ; 100 participants, notamment doyens, chefs de départements, enseignants-chercheurs et personnels administratifs et techniques).

Appui aux réunions des Commissions régionales d'experts (CRE)

Deux sessions ordinaires ont été organisées cette année : la première tenue à N'Djamena au Tchad les 26 et 27 mars 2013 a principalement eu pour objet d'examiner les appels d'offres lancés en janvier, d'une part sur l'appui à la recherche et d'autre part sur le soutien aux formations innovantes et professionnalisantes ; la seconde, qui s'est déroulée à Yaoundé (Ecole nationale supérieure des travaux publics) les 11 et 12 juillet 2013 a procédé à l'instruction des rapports intermédiaires des projets sélectionnés par les CRE de 2012 et des rapports finaux des PCSI sélectionnés en 2010-2011.

Administration

- Mise en place de tableaux de bord permettant le suivi régulier des attributions des personnels et des bénéficiaires des projets ;
- Conception/amélioration de tableaux de suivi d'organisation des formations, manifestations et regroupements ;
- élaboration du guide des procédures du BACGL ;
- Suivi des bénéficiaires de projets (mobilités, bourses Eugen Ionescu, EDR de Franceville, Volontariat international de la Francophonie) ;
- Organisation de manifestations/réunions (Journée internationale de la Francophonie, CRE, CRUFAOCI, Regroupements des responsables d'implantations, Regroupement inter-régional HF Sciences fondamentales, Formation des porteurs de projets, Afripedia, Séminaire des départements universitaires de français, Regroupement des responsables techniques locaux

Photo de famille : Regroupement des responsables d'implantation



Photo de famille : Regroupement des responsables Techniques locaux



A propos du Volontariat International de la Francophonie

En collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le BACGL a assuré pour la promotion 2013-2014 :

- L'organisation d'entretiens de sélection en visioconférence et téléphone de 11 candidats ;
- La mise en route des candidats sélectionnés (5volontaires) ;
- L'accueil et l'installation des 3 VIF retenus pour les implantations de Bujumbura (AAGL), Kinshasa (CNF) et Yaoundé (BACGL)

IFGU : pour un déploiement et un rayonnement effectifs



Une vue de l'Atrium Senghor de l'Université de Yaoundé 2-Soa, Siège de l'IFGU

- finaliser les projets de convention avec le CAMES d'une part et avec le ministère camerounais de l'enseignement supérieur d'autre part,
- constituer un vivier d'experts par le biais d'une banque de données en cours de réalisation par l'ARI,
- engager le processus d'élaboration des maquettes et le montage du consortium du Master gouvernance universitaire.

Evolution du maillage territorial des implantations

Entres autres :

- le CNF de Yaoundé 2 basculera dès le début de l'année 2014 en CNFP.
- Trois autres CNF feront l'objet, dans la même période, d'un audit-évaluation : Bangui, Brazzaville et Ngaoundéré. Cette évaluation permettra d'établir un bilan coûts-avantages, qui pourrait conduire à faire évoluer certaines de ces implantations en CNFP. Par ailleurs, le CNFP de Ngozi et le CNF de Kinshasa ont été évalués à la fin de l'année 2013 ; le renouvellement de leurs conventions respectives est subordonné aux conclusions satisfaisantes desdites évaluations.